

Philippe Régnier,
président du Conseil scientifique du département
Sciences de l'Homme et de la Société
CNRS

à Mme Marie-Françoise Courel

Paris, ce 22 septembre 2008

Chère collègue,

Le Conseil et moi-même avons été très sensibles à la lettre que vous nous avez adressée en date de ce 15 septembre.

Nous l'avons reçue comme la manifestation ultime et supplémentaire de la constante et précieuse attention que vous avez portée à notre instance ainsi qu'au Comité national de la Recherche scientifique dont elle est une partie intégrante.

C'est bien pourquoi nous avons ressenti comme un choc la nouvelle de votre départ contraint et précipité au début de ce mois, alors même que s'engageait la série de rencontres décentralisées dont nous étions convenus pour discuter le projet de structuration de notre institut élaboré sous votre direction.

C'est en comparant la politique scientifique qui sera effectivement suivie dans les prochains mois avec celle qui fut la vôtre que nous pourrions nous arrêter à une interprétation de cet événement.

À nos yeux, votre direction a été marquée par la réaffirmation forte de la présence indispensable de toutes nos disciplines à l'intérieur du CNRS, sans exception et sur un pied d'égale dignité, ainsi que par la reconstruction à cet effet d'une structure alors en voie de démantèlement, à savoir le département des Sciences humaines et sociales du CNRS.

Tel était aussi le sens essentiel de l'ambitieux projet d'institut que vous nous avez présenté, en cohérence avec votre action combative et efficace, à la fois réaliste et imaginative, dont les acquis sont désormais confiés à la garde de la communauté scientifique.

Le Conseil scientifique de département demeure résolument attaché à cette ligne qui nous a été commune.

Ainsi votre équipe et le Conseil ont-elles œuvré en lien étroit pour que le Plan stratégique du CNRS prenne en compte l'approche relevant spécifiquement des sciences humaines et sociales qu'appelle le traitement scientifique des grands défis des décennies à venir.

Le Conseil partage l'idée qu'il faut sans attendre travailler à définir le caractère *national* du futur institut et de ses missions. Nous pensons et disons, à l'issue de notre réunion de ce 19 septembre, qu'il ne faut pas craindre d'associer nos différents partenaires sur l'ensemble du territoire à cette réflexion jusqu'à présent menée dans un cadre interne.

De même sommes-nous également solidaires de la conviction, que vous nous avez souvent exprimée, que la construction de l'interdisciplinarité mérite d'être pensée et conduite non seulement au sommet, mais aussi au niveau des disciplines, des sous-disciplines et des laboratoires, entre les sciences humaines et sociales elles-mêmes, tout comme entre elles d'une part, et, d'autre part, bilatéralement et multilatéralement, chacun des autres grands champs disciplinaires du CNRS.

C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles ce serait une faute que d'exclure *a priori* quelque discipline que ce soit des instituts en cours de configuration, qu'il s'agisse de biologie, d'humanités ou de sciences sociales.

Le respect du Conseil pour le travail des sections du Comité national l'a certes conduit à déplorer, sans méconnaître l'autonomie des jurys d'admission, le nombre anormalement élevé des déclassements intervenus lors des derniers concours de recrutement. Et sa préoccupation de l'équilibre entre les disciplines lui a inspiré des réserves sur les effets scientifiques et institutionnels à prévoir de l'architecture épistémologique en trois domaines que vous envisagiez en dernier lieu.

À nos yeux, cette seconde divergence était loin d'être secondaire, singulièrement dans la perspective du maintien de toutes nos disciplines dans le périmètre global du CNRS. Mais elle n'était pas non plus irréductible, d'autant que votre équipe et vous-même vous étiez engagés devant le Conseil à ne pas jeter aux oubliettes le travail préalablement accompli et assez largement accepté par la communauté scientifique sur un schéma en cinq « axes ». Nous étions en tout cas convenus, fin juillet, de porter cette discussion devant la communauté scientifique tout entière à la rentrée de septembre afin de connaître son opinion et de parvenir au but, ensemble et dans les délais fixés.

C'était déjà inviter à cette prise de conscience et à cette mobilisation sur l'essentiel à laquelle vous appelez, à laquelle nous appelons aussi, et pour laquelle nous savons que nous pouvons encore compter sur vous et sur celles et ceux qui ont été vos collaboratrices et vos collaborateurs.

En vous témoignant, en notre nom à tous, de la confiance que nous vous conservons, ainsi qu'à votre équipe, je vous prie, chère collègue, de recevoir l'expression de nos sentiments les plus cordiaux

Philippe Régnier